



Union des Syndicats SUD du Groupe Safran

144 boulevard de la Villette, 75019 Paris

<http://www.sud-safran.com> - contact@sud-safran.com

Union
syndicale
Solidaires

Mardi 24 Novembre 2015

ASL : du retard à l'allumage ?

Au CCE du 10 novembre la direction Herakles a confirmé les « réflexions » d'Airbus DS sur une autre répartition (70% Airbus et 30% Safran).

Le délai maximum pour maintenir le démarrage effectif de la phase 2 ASL au 31 Décembre était selon elle le 15 Novembre.

La direction nous a informés que la date du 31 décembre est officiellement toujours maintenue mais qu'il est de plus en plus difficile de tenir ce délai.

Elle nous a confirmé que si la date « lancement » changeait au 1^{er} trimestre 2016 le CCE serait informé . . .

La Direction Générale répondra-t-elle aux questions des élus au Comité groupe du 25 novembre ?

Impôts et PMT ASL

La raison officielle du retard d'ASL serait qu'Airbus et Safran trouvent les impôts trop importants (plusieurs centaines de millions €).

Les deux sociétés ont évalué leurs actifs sans permettre à l'autre de vérifier la vraie valeur comptable de ces derniers.

L'une des manières de vérifier la réalité des chiffres est d'avoir le PMT (Plan moyen terme) d'ASL. Mais les experts de Sécafi comme les élus du CCE ne l'ont pas eu.

La remise en cause du 50/50 peut engendrer un repartage du pouvoir dans ASL.

Dans l'enthousiasme et la précipitation il semble que les directions aient négligé des problèmes de taille.

Alors que les salariés doivent payer leur impôt sans broncher, nos dirigeants se « plaignent » de leur contribution.

Et dire que l'Etat apporte à Airbus et Safran des marchés « juteux » depuis des décennies, des crédits d'impôts pour la recherche, des exonérations en tous genres...

Et dans le cas d'ASL, des garanties sur des lancements institutionnels pour asseoir la rentabilité d'Ariane 6.

Mais cela ne leur suffit pas, alors ils vont jusqu'à prendre rendez-vous à Bercy pour gratter dans les caisses de l'Etat. Selon la direction, le problème fiscal est réglé. Dans quel sens ?

Le 50/50 serait maintenu et quelques problèmes techniques seraient à régler. Si cela est résolu dans les heures qui viennent la date du 31 Décembre sera confirmée.

De qui se moque-t-on ?

- Après avoir mené des consultations au pas de charge, obtenu des avis tout en évitant de donner les informations principales (pas de PMT d'ASL...),
- Après avoir refusé l'évidence de l'impossibilité et surtout des conséquences désastreuses qu'aurait eu un démarrage de la Phase 2 d'ASL au 01/10,
- Après avoir nié les problèmes de la soule de 800 M€ et ses conséquences sur le partage 50/50,
- Etc...

Le jour J a été reporté du 01/10 au 31/12, lequel est encore loin d'être entériné.

Cela montre le mépris des hauts dirigeants envers les salariés à qui on demande tous les jours de remplir des objectifs irréalisables avec les moyens humains et techniques insuffisants.

La vie est faite d'incertitudes . . . mais tout de même !

On peut comprendre que les choses ne soient pas simples, que le « monde bouge », qu'il faille « s'adapter ». Mais quand la direction nous accuse de tous les maux lorsque nous demandons des comptes, elle va un peu trop loin.

En stigmatisant ceux qui n'accompagnent pas leurs projets, ils méprisent tous ceux qui osent publiquement exposer les problèmes et risques liés à ces restructurations industrielles en cascade.

Qui a dit et répété que les élus ne disposaient pas des informations garantissant de pouvoir rendre un avis sur :

- le projet ASL
- la création de Herakles Céramiques
- la fin de l'activité MFN au Haillan
- etc.

Nous ne faisons pas du blocage de principe. Aujourd'hui encore et malheureusement, les faits nous donnent raison. Les incertitudes que nous avons soulignées, les craintes que nous avons exprimées se concrétisent.

SUD dénote dans « leur paysage ».

Nous ne sommes pas là pour appuyer la quasi-totalité des propos, désirs et exigences de la direction,

Nous ne sommes pas « ni pour ni contre, bien au contraire ».

Nous ne lâchons pas prise rapidement lorsque des moyens donnés par la législation du travail permettent d'aller plus loin qu'une « négociation » version dialogue social.

SUD l'a déjà affirmé clairement : pouvoir travailler entre salariés d'Airbus, Snecma et d'Herakles à des projets communs, dans une totale coopération est une évidence.

Les blocages viennent et existent dans les strates supérieures où chacun veut prendre le dessus pour des motifs purement personnels et carriéristes ou au

titre de « l'intérêt supérieur » de son entreprise d'appartenance. Dans les deux cas, c'est une affaire de « gros sous » !

Et Herakles Céramiques . . .

Depuis de longues années, nous avons toujours approuvé la diversification de nos activités (freins, plug, MFN par exemples).

Il y a un peu moins de 10 ans lorsque l'activité Aubes a débuté au Haillan, SUD a maintenu le même discours.

Avant les congés d'été, la direction Herakles a décidé, parallèlement au projet ASL, de sortir l'activité de recherche et développement des CMC « par anticipation ».

Sur ce point, **nous avons dit nos inquiétudes. Les raisons de la création d'Herakles Céramiques sont nébuleuses et aussi crédibles que les discours sur ASL.**

Quelques jours avant les vacances d'été, la direction a passé son projet par le biais d'un accord avec ses partenaires sociaux et créé l'établissement distinct rassemblant la centaine de salariés affectée à cette entité.

Pourtant, encore récemment, tous les financements n'étaient pas acquis pour 2016 et le budget global a été revu à la baisse. L'avenir reste très hypothétique au vue de l'enjeu technique à relever.

Et la MFN !

Au printemps, en CLE du Haillan, la direction a annoncé l'arrêt de cette activité. La raison invoquée était une très forte baisse des quantités à produire.

Or, les productions seront réalisées par la Société Lorraine de Construction Aéronautique, filiale d'Aircelle, implantée à Florange, terre dévastée par les plans sociaux de la sidérurgie.

A n'en pas douter, Aircelle aura sans doute su en profiter pour accroître sa rentabilité (avec des aides de l'Etat) sur le dos de travailleurs en grande fragilité sociale.